



ON PEUT ET ON DOIT GAGNER

Après trois journées nationales de lutte avec des mobilisations gigantesques, et à la veille d'une première mobilisation un samedi pour élargir le mouvement, où en sommes nous ?

Si le mouvement social a d'ors et déjà gagné la bataille des idées, on peut se poser la question de l'efficacité des seules journées d'action. Nous le savons d'expérience, face à un gouvernement élitiste, loin de la réalité des gens de ce pays, il faut frapper plus fort.

Pour gagner, il faut passer à des grèves longues et à des blocages.

Pour gagner, il faut mettre la pression sur le MEDEF, seule organisation qui a l'écoute du gouvernement.

Pour gagner, mettons la pression sur les député·es macronistes.

Pour gagner, engageons-nous résolument dans la bagarre !

N'ayons pas peur, **on va gagner !**

RDV Samedi 11 février :

- Nantes 14H - Miroir d'eau
- Saint Nazaire 11H00 - Place de la gare
- Ancenis - 10H - Station Esso
- Châteaubriant - 14h - rd pt de la Ville en Bois

Et, vacances ou pas, **on prépare déjà le 16 février !**

LE CSAL DU SRE COMME TRIBUNE

Les élu·es au Comité Social d'Administration (CSAL) du Service des Retraites de l'État (SRE), accompagné·es par des agent·es ont fait une déclaration en début de séance contre la réforme des retraites. Ils en ont profité pour

dénoncer le détournement honteux des données de l'Ensap par M. Guerini pour faire sa propagande.

Dans le même temps, l'engagement de l'encadrement supérieur du SRE pose question avec la diffusion des éléments de langage du gouvernement via un support de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique.

Et pendant ce temps, les modèles informatiques moulinent à fond pour faire des simulations de l'im-



pact de la contre-réforme sur les retraites des agent·es de l'État.

QUELQUES PISTES

Pour le gouvernement, la réforme des retraites est nécessaire car il n'y a pas d'équilibre des régimes de retraites.

Les tartuffes omettent de parler du poids des exonérations de cotisations sociales qui sont responsables du déficit. Et ils continuent à creuser ce déficit, la dette, en continuant de baisser les impôts de « production ». Ainsi, rien que la fin de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui ne concerne que les entreprises importantes (plus de 2 millions d'euros de chiffre d'affaires), c'est 8 milliards en moins dans les caisses de l'État cette année !

La Cgt propose d'autres pistes de financement.



La CGT fait des propositions permettant la retraite à 60 ans pour tous

Augmenter les salaires de 3,5%	Augmenter le point d'indice de la fonction publique	Intégration des primes dans la fonction publique
+ 6,5 Milliards d'€	+ 6 Milliards d'€	+ 6 Milliards d'€
Egalité salariale entre les femmes et les hommes	Suppression des exonérations de cotisations des entreprises du CAC40	
+ 5,5 Milliards d'€	+ 25 Milliards d'€	
Soumettre à cotisations sociales l'épargne salariale	Instaurer un malus sur les emplois précaires	Lutter contre la fraude aux cotisations sociales
+ 10 Milliards d'€	+ 10 Milliards d'€	+ 1 Milliards d'€

TOTAL...MENT INJUSTE

On apprend cette semaine que Total annonce un bénéfice net de 19,1 milliards d'€ pour 2022, +28 % par rapport à 2021. Un record et l'un des meilleurs bénéfices de l'histoire du CAC 40.

Fin 2022, L'Obs sortait une enquête. "Total et les impôts : le mauvais payeur" qui affirmait que ces 10 dernières années, Total a touché plus d'argent de l'État qu'il n'a payé d'impôts sur les sociétés en France. Malgré des bénéfices record et sans jamais être inquiété par le fisc.

La justice fiscale veut que l'on remédie immédiatement à cette situation ubuesque. Imposons Total et les autres multinationales !

Et plus largement, il faut enfin conditionner les aides publiques, les réserver aux entreprises imposées en France ou les octroyer uniquement à celles qui créent vraiment de l'emploi.